

Aurez-vous encore besoin de moi quand j'aurai 64 ans?

La formation face au changement démographique

Moins d'étudiants et de diplômés dans l'enseignement et la formation professionnels

Même avec des taux constants de participation et d'obtention de diplômes dans l'enseignement et la formation professionnels (EFP), l'Europe va perdre deux millions d'étudiants dans ce secteur entre 2005 et 2030 et près de 600 000 diplômés de l'EFP au cours de la même période. Une telle diminution du nombre d'étudiants et de diplômés de l'EFP peut faire connaître au marché du travail une pénurie de main-d'œuvre ayant des qualifications acquises dans l'EFP.

Certaines conclusions d'un rapport du Cedefop ⁽¹⁾ peuvent nous aider à comprendre l'impact des tendances démographiques sur l'EFP initial dans l'Union européenne (EU). Le rapport met en évidence le défi majeur que le changement démographique va poser à l'Europe dans les prochaines décennies. Le recul et le vieillissement rapide de la population européenne ont des conséquences considérables sur l'offre future de main-d'œuvre et peuvent affecter négativement la croissance économique et la compétitivité de l'Europe.

Dans un avenir assez proche: scénarios d'évolution de la population

Le rapport présente des projections à court, moyen et long terme du nombre futur d'étudiants et de diplômés, âgés de 15 à 24 ans, dans les programmes professionnels et préprofessionnels de l'enseignement secondaire, postsecondaire et supérieur ⁽²⁾ entre 2005 et 2050, en mettant particulièrement l'accent sur la période allant jusqu'à 2030. L'analyse

est basée sur les projections de population d'Eurostat. Elle suppose des taux inchangés de participation et d'obtention de diplômes ainsi que des politiques inchangées, pour pouvoir suivre uniquement les effets des tendances démographiques. Ces tendances indiquent clairement des nombres décroissants d'étudiants et de diplômés de l'EFP pour plusieurs scénarios d'évolution de la population (cf. tableau 1).

Tableau 1: Scénarios d'évolution démographique

- **Variante centrale:** suppose pour l'avenir un accroissement graduel du taux de fécondité total, une augmentation continue de l'espérance de vie et un solde migratoire net positif.
- **Variante population haute:** suppose des niveaux élevés pour les taux de fécondité, l'espérance de vie et le solde migratoire net.
- **Variante population basse:** suppose des niveaux faibles pour les taux de fécondité, l'espérance de vie et le solde migratoire net.

Source: Eurostat, EUROPOP 2004.

Diminution progressive du nombre d'étudiants et de diplômés de l'EFP

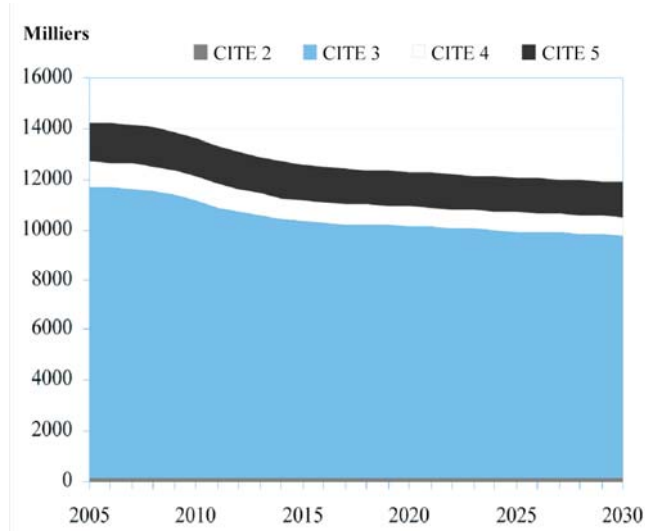
En supposant que les taux de participation à l'éducation et à la formation demeurent inchangés, l'UE aura en 2030, selon la variante centrale des scénarios, 2,3 millions d'étudiants (15-24 ans) d'EFP de moins qu'en 2005. Cela représente une baisse de 17 %, soit 11,9 millions en 2030 contre 14,2 millions en 2005. Des problèmes particuliers apparaissent au niveau du secondaire supérieur (CITE 3), où le nombre d'étudiants de l'EFP diminue de près de deux millions, passant de 11,5 millions en 2005 à 9,6 millions en 2030. Une chute abrupte est imminente.

⁽¹⁾ Cedefop. *Implications of demographic change for vocational education and training in the EU*. Luxembourg: Office des publications, 2008.

⁽²⁾ Classification internationale type de l'éducation:
CITE 2: premier cycle de l'enseignement secondaire,
CITE 3: deuxième cycle de l'enseignement secondaire,
CITE 4: enseignement postsecondaire non supérieur,
CITE 5 (5B dans l'analyse): premier cycle de l'enseignement supérieur.

nente, du fait que la diminution du nombre d'étudiants de l'EFP sera particulièrement forte entre 2009 et 2015 (figure 1).

Figure 1: Nombre projeté d'étudiants d'EFP âgés de 15 à 24 ans, par niveaux CITE, UE-27, 2005-2030, variante centrale du scénario démographique et taux de participation constant à l'EFP



Qui dit moins d'étudiants dit naturellement moins de diplômés de l'EFP. À taux de participation constant, le nombre de diplômés de l'EFP initial (CITE 3-5) diminuerait de 600 000 entre 2005 et 2030, selon la variante centrale du scénario.

Même la variante «population haute» prévoit une baisse du nombre d'étudiants de plus de 10 % d'ici à 2020. Bien que l'on s'attende par la suite à une reprise du nombre d'étudiants, les effectifs de 2030 seront malgré tout inférieurs de 4 % à ceux de 2005. La situation que laisse entrevoir la variante «faible population» sera encore pire: en 2030, il y aura 4 millions d'étudiants de moins qu'en 2005, soit une baisse d'environ 30 %.

Le tableau 2, qui indique les nombres projetés d'étudiants dans les filières préprofessionnelles et professionnelles à tous les niveaux CITE, permet d'identifier des différences entre les États membres de l'UE. Onze d'entre eux (Bulgarie, République tchèque, Allemagne, Estonie, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, dix d'entre eux étant de nouveaux États membres) enregistreront une baisse de 1,7 million d'étudiants de l'EFP, soit 73 % de la diminution totale des effectifs dans l'UE d'ici à 2030. Le Danemark, l'Irlande et le Luxembourg vont probablement voir augmenter le nombre de leurs étudiants dans le secteur de l'EFP.

Tableau 2: Nombre projeté d'étudiants d'EFP âgés de 15 à 24 ans dans les filières préprofessionnelles et professionnelles, CITE 2-5, UE-27, 2005-2030, variante centrale du scénario démographique et taux de participation constant à l'EFP (milliers)

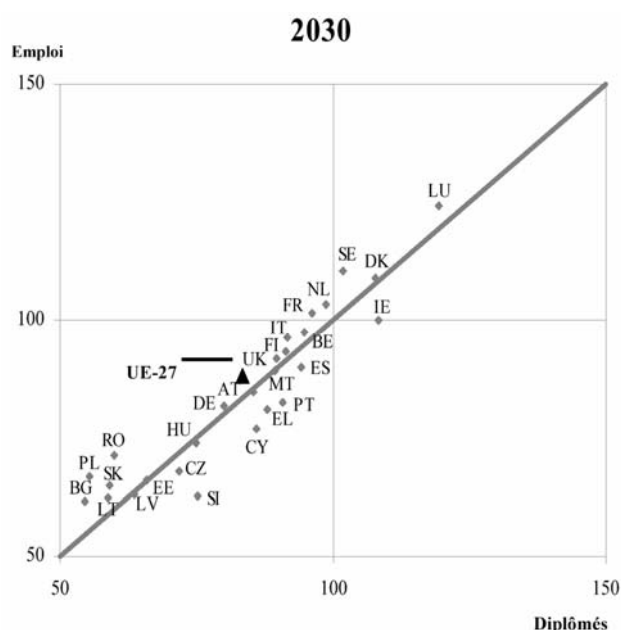
État membre	2005	2010	2030
UE-27	14 247	13 623	11 890
Belgique	522	535	489
Bulgarie	199	157	108
République tchèque	441	411	318
Danemark	108	123	111
Allemagne	2 344	2 287	1 866
Estonie	40	35	26
Irlande	100	91	107
Grèce	312	278	270
Espagne	585	534	552
France	1 907	1 846	1 836
Italie	1 331	1 319	1 186
Chypre	18	17	14
Lettonie	53	45	33
Lituanie	74	70	43
Luxembourg	13	15	16
Hongrie	194	185	146
Malte	7	7	6
Pays Bas	510	535	501
Autriche	320	330	273
Pologne	1 220	1 042	720
Portugal	100	93	91
Roumanie	725	550	430
Slovénie	105	90	79
Slovaquie	224	198	137
Finlande	144	149	133
Suède	233	261	233
Royaume-Uni	2 420	2 420	2 165

On ne sait pas encore si et dans quelle mesure le recul du nombre de diplômés de l'EFP arrivant sur le marché de l'emploi entraînera une pénurie de main-d'œuvre ayant des qualifications acquises dans l'EFP.

D'où viendront les plus grands besoins? Pénuries potentielles de compétences

La figure 2 montre une comparaison de l'offre projetée de diplômés de l'EFP avec les tendances projetées d'évolution de l'offre d'emplois pour les jeunes de 15 à 24 ans ⁽³⁾. Bon nombre d'États membres de l'UE se situent au-dessus de la diagonale, ce qui indique que le nombre de diplômés de l'EFP diminue par rapport à l'emploi. La chute du nombre de diplômés de l'EFP que vont connaître la Belgique, la Bulgarie, la France, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni, tout comme l'UE dans son ensemble, sera probablement plus forte que l'augmentation de l'emploi en 2030. Cette situation pourrait entraîner une pénurie de diplômés de l'EFP sur le marché du travail.

Figure 2: Indices des nombres projetés de diplômés de l'EFP, CITE 3-5, et évolution projetée de l'emploi, par État membre, pour le groupe d'âge 15-24 ans, 2030 (2005=100)



D'autres données indiquent également que si moins de titulaires de qualifications de l'EFP arrivent sur le marché du travail, il peut en découler de graves conséquences pour l'offre de main-d'œuvre qualifiée. Une étude distincte du Cedefop ⁽⁴⁾ examine les be-

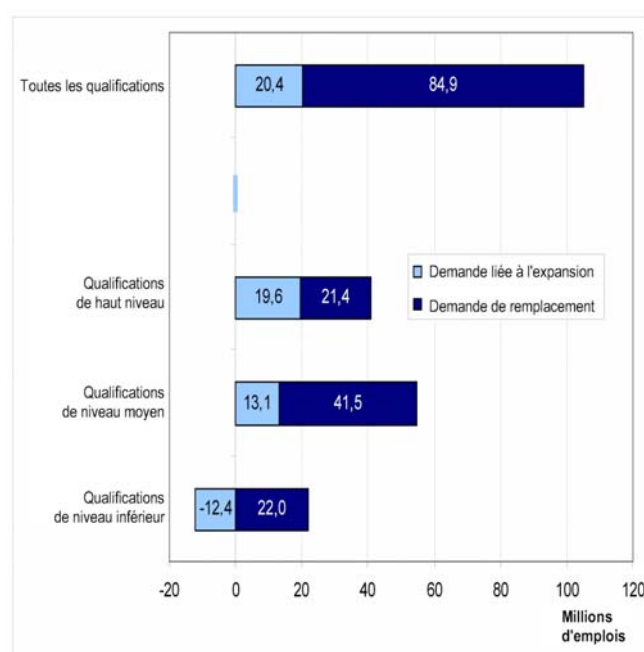
⁽³⁾ Estimations basées sur les projections à long terme de la force de travail établies par la Commission européenne, Carone 2005.

⁽⁴⁾ Cedefop. *Future skill needs in Europe: focus on 2020*. Disponible sur Internet: www.trainingvillage.gr/etv/Information_resources/Bookshop/publication_details.asp?pub_id=498

soins de compétences par grands secteurs économiques, par groupes professionnels et par niveaux de qualification requis pour la période 2006-2020. Elle conclut qu'une forte demande de remplacement et des exigences croissantes en termes de compétences risquent d'accroître les déficits et pénuries de main-d'œuvre qualifiée.

Selon cette étude, la plupart des nouveaux emplois créés entre 2006 et 2020 exigeront des qualifications de haut niveau. L'étude considère aussi différents scénarios et, selon sa propre variante centrale, quelque 55 millions de postes à pourvoir, soit près de 58 % de l'offre totale d'emplois supplémentaires estimée à 105 millions (nouveaux emplois, plus nouveaux recrutements pour remplacer des personnes quittant le marché du travail), devraient nécessiter des qualifications de niveau moyen (figure 3). Bon nombre de ces emplois exigeront des qualifications acquises dans des filières de l'EFP. Le Cedefop prépare actuellement une prévision complémentaire de l'offre de compétences, afin d'anticiper les déséquilibres qui pourront se présenter à l'avenir sur le marché du travail. Les résultats de cette étude sont attendus pour 2009.

Figure 3: Demande par niveaux de qualification, UE, 2006-2020, changements en millions, UE-25+ ⁽⁵⁾



⁽⁵⁾ Tous les États membres de l'UE (hormis la Bulgarie et la Roumanie), plus la Norvège et la Suisse.

Et quand j'aurai 64 ans? Implications politiques

La nature du changement démographique dans l'UE est plutôt claire. Moins évidents sont les moyens à mettre en œuvre pour en atténuer les conséquences. Le Cedefop analyse actuellement ce que les États membres font pour résoudre ces problèmes ⁽⁶⁾.

Plus de 50 % des diplômés du secondaire supérieur dans l'UE viennent de programmes préprofessionnels et professionnels, mais il y a de grandes différences d'un pays à l'autre. Pour accroître le nombre de diplômés de l'EFP, la plupart des pays essaient d'attirer davantage de jeunes de tout niveau et de toute origine dans les filières de l'EFP, en améliorant la qualité. Certains pays (ré)introduisent l'apprentissage ou la formation en alternance pour encourager les jeunes à rester dans le système éducatif ou à y revenir. Il conviendrait toutefois de redoubler d'efforts en la matière.

Pour maintenir le nombre d'étudiants dans l'EFP initial à son niveau actuel, il faudrait une augmentation de 20 % des taux de participation d'ici à 2030, suivant la variante centrale des scénarios. Étant donné que les taux de participation à l'éducation sont déjà élevés chez les 15-19 ans, cela signifie qu'il faudra un important déplacement d'effectifs de l'enseignement général vers l'enseignement professionnel. Cela soulève la question de l'équilibre entre l'enseignement général et la formation professionnelle. S'il y a moins d'étudiants dans l'EFP initial, cela pourrait avoir de lourdes conséquences pour le recrutement des enseignants et formateurs, pour les exigences d'infrastructures ainsi que pour le marché du travail.

S'il n'est pas possible d'accroître le nombre de diplômés de l'EFP, le changement démographique offre néanmoins une occasion sans précédent d'approfondir plutôt que d'étendre les investissements dans le capital humain. Les économies réalisables sur les dépenses publiques par suite du nombre décroissant d'étudiants pourraient être utilisées pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'EFP. Cela peut inclure l'augmentation et un meilleur ciblage du soutien fourni aux apprenants, la réduction des ratios étudiants/enseignants, des enseignants plus nombreux et plus compétents et une meilleure formation continue des enseignants et formateurs tout au long de leur carrière, ainsi que des investissements dans l'infrastructure et les équipements. Davantage de mesures de formation de meilleure qualité pourraient être offertes à des groupes spécifiques jusqu'ici sous-représentés dans les effectifs participant à la formation et/ou à l'emploi.

En raison du vieillissement de la population européenne, il s'avère nécessaire de mobiliser le potentiel d'emploi des citoyens tout au long de leur vie, en améliorant la qualité du travail, en investissant dans le capital humain, en assurant l'égalité des chances et en modernisant les systèmes de protection sociale. Les États membres offrent de plus en plus de mesures d'EFT et de soutien ciblé pour les travailleurs peu qualifiés, migrants, minorités ethniques, jeunes ayant quitté prématurément l'école, travailleurs âgés et personnes handicapées.

Les exemples de bonnes pratiques vont des formations personnalisées à l'enseignement favorisant l'intégration. L'orientation et le conseil les aident dans leurs choix en matière de travail et d'études, tandis que la validation des apprentissages non formels et informels est considérée comme un outil permettant de mieux utiliser les compétences et les savoirs acquis sur le marché du travail. On peut identifier une tendance à combiner le soutien ciblé, le mentorat et l'apprentissage linguistique afin d'aider les migrants à réussir dans l'EFP. En général, des efforts convergents sont mis en œuvre pour faciliter la transition éducation-travail ou la réinsertion dans les systèmes d'éducation et de formation ou dans le marché du travail.

D'une manière plus générale, divers débats sont ouverts sur l'amélioration des modalités permettant de combiner le travail (à temps partiel), la formation et la garde des enfants, voire d'encourager le travail après 65 ans, moyennant des formations adéquates. Cependant, il n'y a pas de réponse politique unique. Le défi à relever par l'EFP en Europe est de répondre de façon ciblée et adéquate aux besoins de groupes diversifiés.

En tout état de cause, il y a lieu de s'attendre à une expansion considérable des besoins de formation professionnelle et d'apprentissage tout au long de la vie. En effet, cette formation occupe une place essentielle parmi les efforts que déploie l'Europe en vue de se repositionner dans l'économie mondiale et de répondre aux défis sociaux posés par ses sociétés vieillissantes.

⁽⁶⁾ Cedefop: Rapport sur les politiques, 2009 (en préparation).